

avaient pour effet de les déformer. Il y a donc une légère nuance. Le fait est qu'il ne sait pas de quoi il retourne. C'est parce qu'il dit n'importe quoi qu'il déforme les faits. Je ne l'ai donc pas accusé de déformer sciemment les choses, de déformer sciemment la vérité. Mais il reste que ses observations ont cet effet.

C'est vraiment un honneur pour moi que de prendre part à ce débat. C'est non seulement un honneur, mais encore un devoir pour moi que de défendre les agriculteurs. J'ai passé plus de trente ans dans le secteur de la radiodiffusion. Pendant ces années-là, j'ai séjourné dans certaines des plus grandes villes du pays. Mais mes racines sont dans les Prairies, sur une ferme quelque part dans le sud du Manitoba.

Même si elle n'occupe que 4 p. 100 environ de la population du Canada, l'agriculture constitue toujours le secteur clé de l'économie du pays. Les producteurs nous approvisionnent en nourriture. Où serions-nous, nos amis d'en face y compris, sans les agriculteurs canadiens? Où seraient-ils sans le fruit du labeur des agriculteurs? Sans doute quelque part à se plaindre de la faim.

• (1630)

M. Boyer: Quelle profondeur!

M. Harvard: Oui, c'est profond, contrairement à ce qui nous vient ordinairement d'en face.

Je crois que nous devons reconnaître les efforts des agriculteurs canadiens. Nous devons reconnaître leur importance et l'importance de ce qu'ils font pour le pays. Je crois que nous devons leur montrer d'une façon ou d'une autre à quel point nous apprécions leur contribution.

Mais que font les députés d'en face? Que nous réservent-ils face à un projet de loi qui détruit un programme qui fonctionne bien depuis quarante ans? La clôture! la clôture! Ils disent aux agriculteurs qu'il n'est plus temps d'écouter, que leurs arguments et les nôtres ne les intéressent pas. Ils ont recours à la clôture, à la guillotine. C'est leur façon de faire. Le député d'Athabasca disait: «Eh bien, nous devons le faire, nous devons

absolument le faire.» Pourquoi? Je suppose qu'à son avis, ce côté-ci de la Chambre fait de l'obstruction.

Pourquoi le gouvernement a-t-il si souvent recours à la clôture? Hier, j'ai pris la parole dans le cadre d'un débat sur une autre forme de clôture appelée «attribution de temps» par euphémisme. J'ai parlé hier des statistiques sur la clôture, pour laquelle le gouvernement a une prédilection particulière. En décembre dernier, il l'a invoquée cinq fois au cours du débat sur le libre-échange.

M. Boyer: Vous connaissez bien cela, l'attribution de temps, à la télévision!

M. Harvard: C'est vrai, nous faisons des choses précises en 15, 30 ou 60 secondes, mais la télévision n'est pas la source de la démocratie. La source de la démocratie est ici, et nous nous faisons une conception différente de la liberté d'expression à la Chambre. Je ne pense pas que nous puissions l'exercer dans le même contexte que la télévision en la limitant à des annonces publicitaires de 15 secondes.

Les députés d'en face disent qu'il leur fallait appliquer la clôture. Eh bien, je soutiens que non. S'ils avaient simplement été plus sérieux, s'ils avaient mieux travaillé, ils n'auraient pas eu besoin de le faire. Pourquoi ne pas revoir les faits? C'est un fait établi qu'ils ont mis ce très précieux programme dans les limbes le printemps dernier quand le ministre des Finances a présenté son budget. C'est ce qui a donné le branle au gâchis actuel.

Que s'est-il passé ensuite? Malgré que le programme ait été mis dans les limbes, malgré qu'il y eût cette menace qui planait sur la tête des agriculteurs, malgré que les agriculteurs aient été abandonnés à cet état d'incertitude, qu'ont fait les députés ministériels? Ils sont restés à ne rien faire. Le reste du printemps a passé, puis tout l'été, et l'automne est arrivé sans qu'ils ne fassent absolument rien. Ils avaient bien présenté un projet de loi, mais voilà, c'était un gâchis. Il était imparfait. Il était vraiment mal fait, et cela a dû être embarrassant. Cela a vraiment dû être humiliant, si tant est qu'ils soient sensibles à l'humiliation. Ils ont dû le retirer, n'est-ce pas?

Une voix: Exact.

M. Harvard: Mon honorable collègue le confirme. Ils ont dû retirer le projet de loi. Voilà le genre de travail bâclé que vous accomplissez, vous autres. Vous avez